

Note Conceptuelle¹

Atelier de formation de la Direction Générale de la Diaspora par le Centre Africain d'Etudes et de Recherches sur la Migration (CAERM) dans le cadre du Projet « Cadre Régional sur les Politiques Migratoires (CRPM) », Expertise France

Vendredi 23 et samedi 24 juin 2023 – Bassam, Cote d'Ivoire

I. Contexte et objectifs de l'atelier

1. Contexte

- **Caractéristiques et déterminants de la migration internationale ivoirienne**

En raison du manque de disponibilité des statistiques fiables, désagrégées et mises à jour, il est difficile de faire une estimation exacte de la migration internationale ivoirienne. La plupart des recensements démographiques ne prennent pas en compte des variables relatives à la migration excepte le recensement de 2014. En l'absence de données statistiques fiables, la plupart des organisations internationales ont recours à des estimations indirectes du nombre d'émigrants (OIM 2016 : 48).

La France est l'un des principaux pays de destination des émigrés ivoiriens. Les migrations internationales ivoiriennes en Afrique concernent essentiellement les pays limitrophes tels que le Burkina Faso, le Benin, la Guinée et le Ghana. On note une migration internationale accrue vers des pays tels que la Tunisie et le Maroc, surtout la migration estudiantine.

Les principales destinations de la migration internationale ivoirienne vers l'OCDE sont la France suivie des Etats-Unis, de l'Italie, de l'Allemagne (OCDE 2008), de la Suisse. Les facteurs historiques et la comptabilité linguistique liés à la colonisation explique la prééminence de la France comme terre d'accueil d'une majorité d'émigrés ivoiriens.

Même si l'on note une prépondérance de la migration masculine, on assiste de plus en plus à une féminisation de la migration internationale ivoirienne. Par exemple, les statistiques extraites du Profil Migratoire de 2016 faisait état d'une proportion de femmes (51 %) contre 49% de celle des hommes en France (OIM 2016 : 48).

La migration irrégulière devient de plus en plus une préoccupation du gouvernement ivoirien alors que dans les décennies passées, la proportion de migrants ivoiriens en situation irrégulière était faible (OIM 2012) (OIM 2016: 48).

La migration internationale ivoirienne en dehors de l'Afrique est essentiellement orientée vers l'Europe (70%) et l'Amérique du Nord (22%) selon les estimations du Profil Migratoire (OIM 2009). La France et les Etats-Unis d'Amérique représentent les principales terres d'accueil de la diaspora ivoirienne dans les pays de l'OCDE. L'Italie et l'Espagne représentent de plus en plus des pays de transit et de destination pour les Ivoiriens. La migration ivoirienne intra-africaine est minime comparée à la prépondérance de la migration

¹ Préparée par Ibrahima Amadou Dia, Director of the African Centre for the Study and Research on Migration (ACSRM).

internationale des Ivoiriens dans les pays du Nord. Le Sénégal est l'un des principaux pays d'accueil des Ivoiriens dans le contexte de la migration intra-africaine.

- **Profilage de la diaspora ivoirienne**

Les autorités gouvernementales sont de plus en plus conscientes de l'importance de la diaspora ivoirienne au développement socioéconomique du pays.

L'absence de statistiques fiables, désagrégées et mises à jour ne permet pas une appréciation du volume de la diaspora ivoirienne. Les statistiques des ambassades et des consulats demeurent partielles et limitées du fait du nombre limité de ressortissants ivoiriens à l'étranger se faisant enregistrer au niveau des représentations diplomatiques dans les pays de destination.

Le fait que pendant longtemps, la Côte d'Ivoire était principalement une terre d'immigration explique le peu d'intérêt pour les questions de la diaspora par les autorités ivoiriennes. Tel n'est plus le cas. Il existe une prise de conscience du gouvernement ivoirien du rôle fondamental de la diaspora dans le développement national. Si la migration internationale ivoirienne dans les années postindépendance concernait principalement des étudiants ivoiriens partis poursuivre leurs études à l'étranger, celle-ci, de nos jours, est caractérisée par la diversité des profils et des zones de destination. La crise économique sévère dans les années 80, la montée du chômage et la dégradation des conditions de vie puis les crises sociopolitiques dans les années 90 ont entraîné une intensification de l'émigration ivoirienne. Cela a entraîné une prise de conscience accrue des autorités ivoiriennes de la contribution que la diaspora pourrait apporter au développement socioéconomique du pays, s'inscrivant ainsi dans le même sillage que la plupart des pays africains.

La création de la Direction des Ivoiriens de l'Extérieur (DIE) sise au Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, après avoir été initialement logée en 2001 au Ministère des Affaires Étrangères traduit de la volonté des autorités ivoiriennes de répondre aux préoccupations de la diaspora ivoirienne et de l'engager dans le développement socioéconomique du pays. La DIE est devenue Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur (DGIE).

L'une des questions fondamentales qui intéresse l'Etat est le profilage de la diaspora, une appréciation de leur importance numérique et la mobilisation et le renforcement de leurs transferts financiers et leur utilisation au profit du développement du pays. La diaspora ivoirienne est constituée non seulement des émigrés ivoiriens mais aussi de leurs descendants nés à l'étranger, d'où leur importance numérique car celle-ci déborde la population des émigrés.

Selon les estimations du Département des Ivoiriens de l'Etranger, le nombre d'Ivoiriens à l'étranger serait de 240 900 en 2008. On note une forte représentativité numérique des Ivoiriens résidant en France ; la France représentant la principale destination de la migration internationale ivoirienne (120 000 sur les 240 900 émigrés ivoiriens résident en France sur les 240 900 Ivoiriens résidant à l'étranger en 2008). La compatibilité historique et linguistique entre la Côte d'Ivoire et la France du fait de la colonisation explique la forte présence des Ivoiriens en France. D'après ce recensement effectué par le Département des Ivoiriens de l'Etranger, le nombre d'émigrés ivoiriens résidant aux USA était de 50 000, faisant des USA le principal pays de destination de la migration internationale ivoirienne vers le continent américain. Le Sénégal (5000), le Burkina Faso (2500), le Maroc (2000) et le Mali (1700) constituaient en 2008 les

principales destinations de la migration ivoirienne intra-africaine selon les estimations du Département des Ivoiriens de l'Étranger.

De nouvelles études permettent de mieux comprendre les dynamiques et les tendances nouvelles de la migration internationale ivoirienne. Selon les estimations des Nations Unies (2015), la diaspora ivoirienne dans le monde serait d'un million de personnes. Selon cette base de données des Nations Unies relatives au stock des migrants, la migration internationale ivoirienne serait principalement orientée vers les pays de l'OCDE dont notamment la France (51 %), les États-Unis (15 %), l'Italie (15 %), la Grande Bretagne (5 %), le Canada (4%), l'Allemagne (2 %), la Belgique (moins de 2 %) et la Suisse (moins de 2 %). Dans le contexte des migrations intra-africaines, les principaux pays de destination des migrants ivoiriens sont les suivants : le Burkina Faso, le Mali, le Libéria, le Bénin et le Ghana.

Selon les estimations de l'Enquête Emploi en Continu (2014), on assiste à une féminisation de la migration internationale ivoirienne dans les pays de l'OCDE (avec 49% des femmes migrantes ivoiriennes vivant aux USA et 51% en Italie ; 60% des Ivoiriennes résidant en France).

Si la majorité des Ivoiriens en France a un niveau d'éducation faible (43%), la migration des ivoiriens aux USA, est par contre, constituée de migrants hautement qualifiés (50%).

La France constitue l'un des principaux lieux d'accueil des Ivoiriens diplômés de l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE. 59 % des Ivoiriens diplômés du supérieur installés dans les pays de l'OCDE résident en France (Dumont 2017).

Si la France est le principal pays de destination des émigrés ivoiriens, on assiste, cependant, à la diversification des zones de destination, avec des flux migratoires vers l'Italie, le Canada et l'Allemagne. La migration internationale estudiantine ivoirienne n'est pas significative en volume. Cependant, on assiste de plus en plus à son accroissement. La France, les USA et le Canada représentent les principales destinations de la migration internationale estudiantine surtout au niveau de l'OCDE (Base de données de l'OCDE sur l'éducation).

- **Options politiques pour l'intégration de la migration dans les politiques de développement et la mobilisation et l'engagement de la diaspora au service du développement**

La diaspora ivoirienne contribue significativement au développement du pays d'origine notamment grâce aux transferts de fonds. Selon les estimations des Nations Unies en 2002, le volume des transferts financiers était de 148 millions de dollars US, ce qui représente environ 1% du PIB. Le montant des transferts financiers en 2008 via Western Union s'élevait environ à 33 millions dollars US alors les flux financiers vers l'extérieur à travers le réseau Western Union était de 17 millions, soit un solde excédentaire de plus de 16 millions (Konan 2009).

Selon les estimations de la Banque mondiale (remittanceprices.worldbank.org), en 2016, les transferts d'argent en Côte d'Ivoire représentaient 364 millions de dollars USA alors qu'ils étaient estimés à plus 350 millions de dollars US entre 2009 et 2010. On a noté une baisse des envois monétaires en 2015. Ces transferts représentent une faible proportion du PIB (1% en 2015). En 2015, le volume des transferts de fond provenant de la France, du Sénégal et des États-Unis était estimé à 63 millions de dollars US. Avec 55 millions de dollars US en 2015, la France figure au rang de premier pays de destination en termes de transfert de fonds des Ivoiriens vivant à l'étranger (Koko 2015).

On note l'apport fondamental de la diaspora ivoirienne en France au niveau du volume de transfert des fonds (87% du montant total transféré vers la Côte d'Ivoire par les Ivoiriens résidant en France, au Sénégal et aux USA) du fait de leur forte présence en France. Celle-ci représente 14% du total des envois monétaires de la diaspora ivoirienne à travers le monde alors que celle-ci résidant aux Etats-Unis est estimée à 1,9% et que celle résidant au Sénégal est quasi-nulle. Ces transferts de fonds ne représentaient que 0,2% du PIB de la Côte d'Ivoire en 2015.

Les fonds transférés sont essentiellement utilisés pour parer à l'accès aux besoins essentiels tels que l'alimentation, la santé, l'éducation, les dépenses d'urgence, le transport et le loyer, le remboursement de créances, l'investissement, l'épargne (World Bank 2015).

Selon la Banque mondiale, l'usage des transferts de fonds est fondamentalement axé à la consommation familiale (62%), les dépenses de santé (40%) et les urgences, éducation et autres dépenses (20%).

2. Objectifs et résultats escomptés de l'atelier

L'objectif de cet atelier est de renforcer les capacités des cadres de la Direction Générale de la Diaspora (DGD) pour que la DGD puisse développer des politiques, programmes et mesures afin de maximiser la contribution fondamentale de la diaspora ivoirienne au développement du pays d'origine.

Les objectifs spécifiques (OS) et les résultats escomptés de cet atelier sont les suivants :

OS1 : renforcer les connaissances et les capacités des cadres de la DGD sur l'articulation entre Migration & Développement et sur les questions de transferts de fonds.

R1.1. : une meilleure connaissance du lien entre migration and développement et des questions de transferts de fonds.

OS2 : servir de plateforme de dialogue, d'échange de bonnes pratiques et de partage d'expériences de la DGD à la suite du team building ayant eu lieu en mai dernier.

R2.1 : Un échange et une participation dynamique stimulante permettant d'appréhender les options politiques, mesures et les bonnes pratiques et enseignements à retenir pour la mobilisation de la diaspora ivoirienne au service du développement national et la maximisation du potentiel de développement des transferts de fonds.

II. Agenda de la formation

- **Options politiques pour le nexus migration et développement et la mobilisation et l'engagement de la diaspora au service du développement**

- *Renforcer le lien entre migration et développement*

L'intégration effective de la migration dans les politiques et les stratégies de réduction de la pauvreté, de développement socioéconomique durable peut contribuer à renforcer le potentiel de développement des migrants ivoiriens. Il s'agit de mettre en œuvre des politiques et des stratégies efficaces de mobilisation et d'engagement de la diaspora. L'intégration effective de la migration dans les politiques et les stratégies de réduction de la pauvreté, de développement socioéconomique durable peut contribuer à renforcer le

potentiel de développement des migrants ivoiriens. Il s'agit de mettre en œuvre des politiques et des stratégies efficaces de mobilisation et d'engagement de la diaspora pour renforcer le rôle de la diaspora ivoirienne dans le développement national. Renforcer une meilleure coordination et cohérence interinstitutionnelle peut favoriser une meilleure gouvernance de la migration, condition sine qua non pour maximiser les opportunités de la migration et en minimiser les défis.

- *La migration internationale des compétences : la lancinante et irrésolue question de la fuite des cerveaux et les possibilités de gain des compétences (brain gain) (transfert de connaissances et de technologie, recherche et innovation, transfert de fonds, etc.) si un environnement propice est mis en place pour l'attraction et la rétention des cadres hautement qualifiés et leur mobilisation et engagement au service du développement du pays d'origine*

L'exode des compétences a des répercussions négatives sur les efforts de développement et de croissance économique et durable du continent africain. La migration internationale des travailleurs hautement qualifiés est une préoccupation majeure des gouvernements africains même si celle-ci peut engendrer des gains de compétences (brain gain). Selon les estimations, plus de 70 000 professionnels hautement qualifiés quittent le continent africain chaque année ; relançant ainsi au cœur des débats politiques la lancinante question de la fuite des cerveaux.

Le chômage des jeunes en Afrique est, des lors, l'un des principaux facteurs de la migration internationale vers l'Europe, l'Amérique, l'Asie et l'Océanie. A cela s'ajoute les situations de conflits et d'insécurité, la mauvaise gouvernance, le déficit infrastructurel, la corruption, le changement climatique et la dégradation de l'environnement, entre autres facteurs, qui accentuent la migration internationale africaine vers d'autres régions du monde ; contribuant à la fuite des cerveaux.

La fuite des cerveaux accentue le déficit de capital humain dans les secteurs-clés des économies africaines ; fragilisant ainsi les efforts et les capacités dans le domaine de la recherche, de l'innovation, de la production et de la croissance. La fuite des cerveaux est particulièrement un phénomène alarmant dans des secteurs tels que celui de la santé qui est confronté à un déficit chronique des personnels de la santé qualifiés. Les conséquences négatives des migrations internationales des professionnels de la santé affectent la capacité des pays africains à construire des systèmes de santé résilients, inclusifs et durables (AfDB 2020).

La migration internationale des compétences peut engendrer des pertes financières au chapitre des investissements consentis par les pays africains dans l'éducation et la formation de leurs nationaux à l'étranger. Le coût pour la formation d'un médecin serait estimé entre 21000 et 59000 dollars US pour chaque pays africain. Les pays de destination bénéficient de personnels hautement qualifiés tout en ne contribuant pas au coût de la formation de ces derniers (Mo Ibrahim Foundation 2018). La migration internationale des professionnels de la santé entraîne ainsi une fuite des cerveaux dont le préjudice financier serait d'environ 2 milliards de dollars US annuellement (Mo Ibrahim Foundation 2018). L'exode des compétences et la perte en capital humain qui en résulte entraînent une augmentation des dépenses dans le domaine de l'éducation et de la formation pour pallier le déficit en capital humain.

Par ailleurs, selon une rhétorique plus optimiste, les migrations peuvent stimuler les flux financiers notamment les transferts de fond ; les opportunités de commerce et d'investissement ainsi que les transferts de connaissance et de technologie. **Cependant, malgré le rôle fondamental de sa diaspora, le continent africain ne semble pas bénéficier substantiellement de l'apport de la migration internationale et de la diaspora africaine dans sa quête de développement inclusif et durable.**

Les diasporas de connaissance peuvent jouer un rôle fondamental dans le développement socioéconomique du pays d'origine. Les migrations internationales des travailleurs hautement qualifiés peuvent être un vecteur de transfert de connaissances, de technologie, de capitaux et d'investissements. En réduisant les coûts d'information liés à l'investissement dans les pays d'origine, les migrants hautement qualifiés peuvent promouvoir les flux de capitaux et les investissements au profit du pays. Ils peuvent promouvoir le développement du capital humain, le renforcement des capacités scientifiques et technologiques des pays d'origine grâce au transfert de connaissances et de technologies et à la circulation internationale des compétences (World Bank 2019). Les diasporas de la connaissance ont été d'un apport fondamental dans l'essor industriel des pays tels que le Japon, la Corée du Sud, la Chine et l'Inde- eu égard aux passerelles transnationales de connaissances, d'innovation et de savoir-faire établis par les communautés diasporiques de ces pays qui ont contribué à booster le développement industriel et la recherche scientifique et technologique, y compris la Recherche-Développement dans ces pays.

La prise en compte que les migrations hautement qualifiées peuvent être un gain et non une perte pour le pays d'origine a créé une sorte de fascination « l'option diaspora » (Science et Technologie) en réponses à la lancinante question de la fuite des cerveaux (Gaillard et Gaillard 2006). De plus en plus, des pays africains mettent en œuvre des politiques et des mesures pour maximiser l'apport de la diaspora au développement national (même s'il n'existe pas une évaluation approfondie de l'impact de ces options politiques. La diaspora regorge de potentiels qui peuvent avoir un impact positif au niveau « culturel, symbolique, économique, technologique et organisationnel » (Meyer 2007 : 15).

Les diasporas peuvent jouer un rôle fondamental dans le transfert de connaissances et de technologies, y compris le renforcement des capacités du pays d'origine. La confiance et la culture sont des aspects essentiels pour le transfert des connaissances. Il existe de multiples obstacles au transfert des connaissances, y compris les différences au niveau des croyances, valeurs et pratiques entre le bénéficiaire et l'auteur des transferts de connaissance. Les diasporas qualifiées peuvent directement faire bénéficier leurs compétences et leurs qualifications à leurs compatriotes dans les pays d'origine à travers des programmes de formation, de renforcement des capacités, de séjours de courte durée, les politiques et les programmes d'engagement de la diaspora et à travers des programmes des organisations internationales.

➤ *La circulation des compétences*

La circulation des compétences se réfère à la migration internationale des travailleurs hautement qualifiés de plus en plus temporaire et leur retour au pays d'origine après avoir acquis une expérience professionnelle à l'origine et les possibilités de gains de compétences qui peuvent en résulter (brain gain) en termes d'impacts positifs tels que l'accroissement de la productivité au niveau local, les transferts de fonds, la demande croissante pour l'enseignement supérieur, les transferts de connaissances et de technologie.

La diaspora qualifiée peut créer des liens transnationaux favorisant des opportunités d'investissement, le transfert des connaissances et de technologie à l'instar des ingénieurs taiwanais de la Silicon Valley qui ont joué un rôle fondamental dans les progrès scientifiques et technologiques au Taiwan en établissant des liens transnationaux avec la communauté technologique basée à Taiwan. De même, les informaticiens Indiens basés aux USA ont joué un rôle fondamental dans l'établissement de liens transnationaux entre les firmes américaines et la communauté des informaticiens basés en Inde permettant aux entreprises américaines de bénéficier d'une main d'œuvre hautement qualifiée et à moindre coût. Les compétences linguistiques, la familiarité avec la culture du pays d'origine, les réseaux sociaux favorisent l'établissement des liens transnationaux par les migrants hautement qualifiés permettant le développement et la consolidation des relations d'affaires entre les pays de destination (USA) et les pays d'origine en Asie. Ces liens transnationaux accélèrent la mondialisation des marchés du travail et le renforcement des opportunités d'entrepreneuriat, d'investissement et de commerce entre les USA et les nouveaux pays émergents d'Asie (Saxenian 2002).

➤ *Les transferts de fonds des diasporas et leur potentiel rôle dans le développement inclusif et durable*

Les transferts de fonds représentent une part prépondérante des flux financiers externes vers l'Afrique. Ils dépassent l'aide internationale au développement, les Investissements Directs à l'Étranger et le Portfolio Investments et représentent la principale source de flux financiers externes durables vers le continent africain. Ces dernières années, on a assisté à une augmentation significative du volume net des transferts de fonds (de 37 milliards USD en 2010 à 87 milliards en 2019). Le volume des transferts de fonds a enregistré une baisse de 3,9% ; atteignant 83,6 milliards USD en 2020 qui est lié à la pandémie de la COVID-19. Cependant, les transferts de fonds se sont accrus en 2021 (95.6 milliards USD durant cette année) (KNOMAD - World Bank, May 2022).

Les diasporas africaines peuvent contribuer au développement au-delà des transferts de fonds. Elles peuvent appuyer les politiques et les initiatives de développement en Afrique sous formes d'activités philanthropiques, de transfert et de partage des connaissances, de promotion de relations commerciales et de facilitation pour l'accès aux marchés des capitaux étrangers. Ils peuvent aussi promouvoir la garantie ou la crédibilité d'un pays auprès des créanciers et faciliter l'accès aux marchés internationaux des capitaux (World Bank 2006).

Les transferts de fonds peuvent favoriser l'investissement accru des ménages dans l'éducation, l'entrepreneuriat et la santé qui peuvent avoir des incidences positives dans le capital humain et le développement social en général.

Selon les estimations de Africa Migration Report (2020), 75% des envois monétaires des migrants africains sont utilisés pour la consommation, y compris la subsistance et le logement. Les autres 25% sont utilisés pour des investissements socioéconomiques, dont 10% pour des besoins tels que l'accès à l'éducation et la santé. Environ 15% sont utilisés pour l'épargne et l'investissement dans le logement, les activités génératrices de revenu et les petites entreprises. Le coût élevé lié au transfert des fonds est l'une des contraintes majeures pour l'accroissement du volume des transferts de fonds en Afrique. Le coût élevé lié au transfert des fonds est l'une des contraintes majeures pour le développement du volume des transferts de fonds en Afrique.

La réduction des coûts de transfert de fond pourrait entraîner une augmentation significative du volume des transferts de fond. Les difficultés quant à l'accès aux services de transferts financiers formels, l'absence de régulation des canaux informels de transfert d'argent, les problèmes de coordination, les lacunes ou le manque de données statistiques sur les transferts de fond et l'inexistence de mécanismes adéquats pour maximiser et gérer les transferts de fond et les orienter dans des investissements « productifs » (au-delà de la consommation) constituent des contraintes quant à l'accroissement du volume des transferts de fond.

Une sécurisation des remittances peut promouvoir leur rôle dans la promotion des investissements. Les remittances peuvent contribuer à atténuer les chocs liés aux politiques externes et macroéconomiques et ainsi réduire le caractère volatile de la croissance économique dans certains pays. Les remittances peuvent contribuer à pallier les contraintes liées au financement des investissements, à renforcer l'épargne intérieure et faciliter l'intermédiation financière.

Les « diaspora bonds » se présentent comme une alternative au financement pour le développement. Il s'agit d'instruments d'endettement mis en place par un pays d'origine pour lever des fonds par l'intermédiaire de sa diaspora au lieu d'avoir recours au marché financier international et à d'autres créanciers.

Les « diasporas bonds » représentent un potentiel significatif pour le financement pour le développement. Le coût relativement faible des « diasporas bonds » est dû à l'élan patriotique des investisseurs plus enthousiasmé à l'idée de contribuer au développement de leur pays d'origine qu'à une logique purement mue par le profit et montre le potentiel de développement significatif des « diasporas bonds ».

En favorisant l'accès aux informations essentielles sur le marché pour le commerce, en créant des passerelles entre les exportateurs du pays d'origine et les acheteurs, en améliorant leur connaissance du marché et en les aidant à s'aligner aux lois et réglementations des gouvernements et aux exigences du marché, les diasporas ont un potentiel significatif pour promouvoir le commerce au profit de leur pays d'origine. Elles peuvent être des tremplins pour des relations bilatérales entre pays d'origine et pays de destination dans le domaine du commerce et de l'investissement. Les diasporas peuvent aider à minimiser l'asymétrie de l'information et les autres imperfections du marché et faciliter les liens entre producteurs de biens de consommation et distributeurs appropriés.

L'investissement direct de la diaspora au pays d'origine et de destination contribue au développement socioéconomique à travers la création d'emplois, l'innovation, les réseaux d'affaires, la circulation ou le transfert des compétences. Les pays africains doivent créer un environnement propice aux investissements de la diaspora à travers des politiques et des mesures incitatives, l'octroi des mêmes droits et avantages des investisseurs locaux aux investisseurs de la diaspora, exemption de taxes de douanes pour des produits importés et billets d'avion à tarif réduit pour les acteurs du développement et les entrepreneurs de la diaspora; levée des taxes, subvention, co-financement ; garantie de crédit; mise en place d'une Commission de la Diaspora pour répondre aux besoins de la diaspora.

En outre, la diaspora peut aider à tisser des liens transnationaux entre le pays de résidence et le pays d'origine en termes d'opportunités d'investissement au profit du pays d'origine et de familiarisation avec les lois et les règlements du pays de résidence. Les compétences linguistiques et la familiarité avec la culture du pays d'origine et de résidence peuvent favoriser des investissements profitables dans des

pays non-familiers. En outre, du fait de leurs capacités à évaluer les opportunités d'investissement et leur capital social dans le pays d'origine, les investisseurs peuvent être enclins à prendre plus de risques que d'autres investisseurs.

Agenda de la formation

Journée : Samedi 23 Juin 2023

Heure	Activités
9 : 00	Enregistrement des participants
9 : 30	Sessions d'ouverture Mots de bienvenue : Direction Générale de la Diaspora (DGD) Cote d'Ivoire Expertise France/ CRPM
9 : 50	Photo de groupe / Pause-café/thé
10 :30	Présentation des participants Objectifs de l'atelier
10 : 50	Session 1 : Causes, formes, enjeux et déterminants de la migration internationale ivoirienne et caractéristiques de la diaspora ivoirienne (présentation suivie de discussions et de questions et réponses).
11 : 40	Session 2 : Migrations internationales des travailleurs qualifiés et développement des pays d'origine : fuite des cerveaux, gains, pertes ou circulation de compétences ? Implications en termes de politiques (présentation suivie de discussions et de questions et réponses).
12 : 20	Session 3 : Mobilisation et engagement de la diaspora au service du développement du pays d'origine : contraintes et opportunités et implications en termes de politiques (présentation suivie de discussions et de questions et réponses).
13 : 00	Pause déjeuner
14 : 00	Echange avec les évaluateurs du CRPM
15 : 00	Session 4 : Les transferts de fond et leur potentiel rôle dans le développement inclusif et durable du pays d'origine : enjeux, opportunités et contraintes et implications en termes de politiques et de mesures (présentation suivie de discussions et de questions et réponses).
15 : 40	Travaux de groupes Session 2
16 : 20	Travaux de groupe Session 3
17 : 00	Récapitulatif Jour Debriefing
17 : 15	Cérémonie de clôture